

Marché n° 2025-17

Marché de prestations intellectuelles

**Prestations d'appui à la transformation de l'offre
médico-sociale et au déploiement du
fonctionnement en dispositif intégré, dans le
secteur médico-social concernant les enfants en
situation de handicap**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières
(CCAP)**

Appel offre ouvert

Article L.2124-1 du code de la commande publique

Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Lieux d'exécution	4
1.4. Procédure.....	4
1.5. Prestations similaires	4
1.6. Durée du marché.....	4
1.7. Démarrage et durée d'exécution des prestations.....	5
1.8. Langue d'exécution du marché	5
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
3.1. Représentation des parties	5
3.2. Conditions d'exécution.....	6
4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
4.1. Obligation de confidentialité et secret des affaires	6
4.2. Responsabilité du titulaire.....	8
5. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	8
5.1. Support des livrables	8
5.2. Allègement des flux numériques.....	8
5.3. Déplacements	8
6. CAPITALISATION DES CONNAISSANCES	9
7. ASSURANCES	9
8. PILOTAGE DU MARCHÉ	10
9.1. Réunion de démarrage	10
9.2. Emission du bon de commande	10
9. FORME ET CONTENU DES PRIX	10
10. MODALITÉS FINANCIÈRES	11
11.1. Acomptes.....	11
11.2. Paiements pour règlements partiels définitifs.....	11
11.3. Avance	11
11.4. Présentation des demandes de paiement.....	11
11.5. Intérêts moratoires	12
11. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	13

12.1. Vérification des prestations.....	13
12.2. Admission des prestations	13
12.3. Rejet des prestations	13
12. PÉNALITÉS	13
13.1. Pénalités en cas de retard.....	14
13.2. Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution.....	14
13.3. Pénalités liées aux obligations administratives	15
13. SOUS-TRAITANCE	15
14. COTRAITANCE	15
14.1. Présentation en groupement.....	15
14.2. Désignation du mandataire.....	16
14.3. Répartition des prestations.....	16
14.4. Modification du groupement.....	16
15. CONFIDENTIALITÉ	16
16. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
17.1. Préambule – précisions terminologiques.....	17
17.2. Description du traitement.....	17
17.3. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur	17
17.4. Sous-traitance des activités de traitement.....	18
17.5. Droit d'information & exercice des personnes	18
17. MODIFICATIONS DU MARCHÉ	19
18.1. Modifications relatives au Titulaire.....	19
18.2. Clause de réexamen	19
18. DÉFAILLANCE DU TITULAIRE	20
19. RÉSILIATION DU MARCHÉ	20
20.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	20
20.2. Résiliation aux torts du Titulaire.....	20
20.3. Résiliation pour événements liés au marché	21
20.4. Exécution aux frais et risques	21
20. LITIGES	21
21. DÉROGATIONS AU CCAG-PI	21

1. DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet d'appuyer la démarche régionale de l'ARS en vue de transformer l'offre médico-sociale pour les enfants en situation de handicap, en intégrant le développement du fonctionnement en dispositif intégré pour les établissements et services médico-sociaux visés par le décret du 5 juillet 2024 et la dynamique en faveur de l'école inclusive.

Le marché a aussi pour objet de soutenir la transformation de l'offre médico-sociale à l'échelle territoriale et de mettre en place des actions concrètes d'accompagnement des acteurs.

Il a vocation à appuyer l'action de l'ARS dans son pilotage et dans l'accompagnement qu'elle met en œuvre auprès des organismes gestionnaires.

Il a également pour objet de soutenir la coopération entre les acteurs concernés par le sujet de la transformation de l'offre, dont les personnes en situation de handicap elles-mêmes, les partenaires institutionnels publics (Éducation Nationale, Collectivités territoriales, MDPH, organismes de sécurité sociale, DREETS-DEETS...), et de favoriser la coopération entre les organismes gestionnaires d'ESMS.

1.2. ALLOTISSEMENT

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, le marché n'est pas alloti, car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3. LIEUX D'EXÉCUTION

Le marché couvre la région Auvergne- Rhône-Alpes et sera décliné en actions territoriales à l'échelle des départements.

1.4. PROCÉDURE

Le marché est passé selon la procédure formalisée (appel d'offres ouvert) conformément aux articles L2124-1, L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.5. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le marché pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.6. DURÉE DU MARCHE

Le présent marché prend effet à sa date de notification et s'achèvera à l'issue du délai de garantie défini à l'article 30 du CCAG Prestations intellectuelles.

1.7. DÉMARRAGE ET DURÉE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La réunion de démarrage aura lieu dans la première quinzaine du mois de novembre 2025¹.

La durée d'exécution prévisionnelle des prestations est de 18 mois².

1.8. LANGUE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites. S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP ;
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-PI

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

3. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1. REPRÉSENTATION DES PARTIES

3.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

3.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre, les interlocuteurs habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire désigne notamment :

¹ La date est indicative et sera confirmée à la notification du marché

² La durée est indicative.

- un correspondant permanent identique à celui présenté dans son offre. Ce correspondant a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché.
- un correspondant chargé du suivi administratif du marché, et notamment de la facturation.

3.2. CONDITIONS D'EXÉCUTION

3.2.1. Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

3.2.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

En cas de départ ou d'indisponibilité d'un ou de plusieurs de ses intervenants, le titulaire doit en proposer le remplacement. Pour tout remplacement dans son équipe, il doit présenter sans délai à l'acheteur, un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre. Il communique à la personne publique les profils et compétences de la nouvelle équipe et/ou de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant.

3.2.3. Exigences relatives aux prestations

L'acheteur s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans le CCTP conformément aux décisions prises lors des réunions de lancement.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet, données numériques ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet, données numériques ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses de sécurité du présent marché.

4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5.1 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres

documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Pendant toute l'exécution et y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au titulaire dans l'exercice de sa prestation ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres de son entreprise ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord express de l'administration.

Dans les mêmes conditions, le titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite. Le titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'administration.

Les données que le prestataire et les consultants collectent auprès de l'acheteur ou des tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leur prestation sont utilisées dans le seul objectif d'exécuter cette même prestation. Toute utilisation pour une autre finalité est interdite.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'administration. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser sans délai l'administration de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

À l'issue de la prestation, ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le titulaire devront être retournés à l'administration commanditaire. Le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ;
- L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logo type conforme à la charte graphique de l'Établissement ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;

- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

Si l'une de ces conditions n'est pas respectée, le titulaire peut être sanctionné sur le fondement du non-respect de la clause de confidentialité, du droit des marques, du droit de la responsabilité civile (concurrence déloyale/parasitaire) ou encore du droit de la consommation (pratique commerciale trompeuse).

4.2. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

5. CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

5.1. SUPPORT DES LIVRABLES

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

5.2. ALLÈGEMENT DES FLUX NUMÉRIQUES

L'acheteur souhaite la mise en place d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées. Le titulaire détaille dans son offre les modalités d'accès à cet espace dédié.

5.3. DÉPLACEMENTS

Si la prestation comprend des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc

servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. »

Dans la mesure du possible, le titulaire propose une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis³, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

6. CAPITALISATION DES CONNAISSANCES

Le titulaire s'engage à fournir des documents spécifiques dédiés à la capitalisation des projets :

L'objectif est de fournir à l'acheteur les éléments méthodologiques qui pourraient s'avérer utiles pour des projets ultérieurs.

7. ASSURANCES

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des

³ Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours) compter de la réception de la demande.

8. PILOTAGE DU MARCHÉ

9.1. RÉUNION DE DÉMARRAGE

Après la notification du marché, une réunion de démarrage est organisée, pour notamment :

- présenter l'organisation du marché ;
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- rappeler la nature des prestations et le planning associé ;
- agréer les modalités de communication avec le titulaire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus et états d'activité, etc.) ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers les titulaires ;

9.2. EMISSION DU BON DE COMMANDE

Une fois le marché notifié, l'acheteur émet le bon de commande et le transmet au titulaire par voie électronique.

Le bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- la référence et le nombre d'UO à réaliser,
- le prix HT et TTC des UO,
- le montant net HT et TTC du bon de commande,

9. FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prestations seront rémunérées suivant une forme de prix unitaires qui figurent dans l'annexe financière.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations

Les prix sont fermes durant toute la durée du marché.

10. MODALITÉS FINANCIÈRES

11.1. ACOMPTES

Le cas échéant, la demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois. La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

11.2. PAIEMENTS POUR RÈGLEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

La demande de paiement peut donner lieu à un paiement partiel définitif du bon de commande et/ou d'unités d'œuvre pour des prestations exécutées, après accord de l'administration et du titulaire. L'acheteur devra alors réaliser un service fait partiel qui sera notifié au titulaire.

11.3. AVANCE

Conformément à l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI et aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, le taux de l'avance est fixé à 10%.

Ce taux est porté à 20% lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite moyenne entreprise au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

11.4. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le n° du bon de commande
- Le n° du marché : 2025-17 AC
- Le n° SIRET du titulaire ;

- Mention du RIB ;
- L'objet des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Les prestations réalisées ;
- Le coût total HT et TTC.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Madame la Directrice générale de l'ARS ARA.

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu par notification attestant une date certaine de réception et les raisons qui s'opposent au paiement.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

11.5. INTÉRÊTS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Conformément à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière, et du décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

12.1. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

12.2. ADMISSION DES PRESTATIONS

- L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.
- Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.
- Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Ainsi, en cas d'évaluation non satisfaisante du prestataire une réfaction pourra être appliquée.

La réfaction ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

12.3. REJET DES PRESTATIONS

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

12. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à une pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à

l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

13.1. PÉNALITÉS EN CAS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le non-respect par le titulaire des délais d'exécution des prestations, sur lesquels il s'est engagé dans son offre, entraînera l'application, sans mise en demeure préalable, de pénalités de retard calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'UO commandée ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

La valeur des prestations concernées peut être calculée sur la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

Le titulaire, en cas d'absence non justifiée à une réunion, est également passible d'une amende de 150 € par réunion. Sera également considéré comme absence le titulaire représenté par une personne ne disposant pas de la connaissance suffisante de la mission concernée.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par l'ARS ARA du retard par rapport aux délais d'exécution (délais partiels, délai global), sans mise en demeure.

Tout jour commencé est compté en totalité.

13.2. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXÉCUTION

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, si le titulaire n'est pas en mesure d'affecter le profil mentionné dans son offre technique au moment du démarrage d'un projet, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'UO commandée ;

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

Si le titulaire ne procède pas au remplacement d'un intervenant sur demande de l'administration dans les 10 jours calendaires suivants la demande motivée, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'UO commandée ;

R = le nombre de jours pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté sur la durée totale du bon de commande.

13.3. PÉNALITÉS LIÉES AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

- Retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document, il sera appliqué une pénalité de 10 euros par jour ouvré jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

13. SOUS-TRAITANCE

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'ARS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

14. COTRAITANCE

14.1. PRÉSENTATION EN GROUPEMENT

Les candidats ont la possibilité de se présenter sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques, conformément aux dispositions des articles L. 2142-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le groupement peut être :

- soit conjoint, chaque membre étant responsable uniquement de l'exécution des prestations qui lui sont attribuées ;
- soit solidaire, chacun des membres étant engagé pour la totalité du marché.

Le choix de la forme du groupement (conjoint ou solidaire) est laissé à l'appréciation des candidats lors de la remise de leur offre. Toutefois, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, l'acheteur pourra exiger que celui-ci se transforme en groupement solidaire avant la signature du marché, si les exigences de bonne exécution des prestations le justifient.

14.2. DÉSIGNATION DU MANDATAIRE

Le groupement doit désigner un mandataire qui représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur pendant toute la durée du marché.

Le mandataire est seul habilité à :

- signer l'acte d'engagement ;
- représenter le groupement auprès du pouvoir adjudicateur ;
- recevoir les instructions de ce dernier ;
- coordonner l'exécution des prestations.

14.3. RÉPARTITION DES PRESTATIONS

La répartition des prestations entre les membres du groupement devra être précisée dans l'offre, en annexe à l'acte d'engagement. Cette répartition sera annexée au marché en cas d'attribution.

Païement

- En cas de groupement conjoint, chaque membre percevra directement le paiement des prestations qu'il exécute, sauf disposition contraire précisée dans l'acte d'engagement.
- En cas de groupement solidaire, le mandataire percevra l'intégralité des paiements et assurera leur répartition entre les membres.

14.4. MODIFICATION DU GROUPEMENT

Aucune modification de la composition du groupement ou de la répartition des prestations ne pourra intervenir sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. En cas de défaillance d'un membre du groupement, le mandataire devra informer immédiatement l'acheteur et proposer une solution de remplacement dans les meilleurs délais.

15. CONFIDENTIALITÉ

Les supports informatiques et documents fournis par l'acheteur au Titulaire restent la propriété des Agences.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

17.1. PRÉAMBULE – PRÉCISIONS TERMINOLOGIQUES

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

17.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

17.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE L'ACHETEUR

(article 28.3 RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - ✓ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

17.4. SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT

(articles 28.2 et 28.4 RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

17.5. DROIT D'INFORMATION & EXERCICE DES PERSONNES

(articles 13 à 15 RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

- ☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- ☒ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

17. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

18.1. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l'acheteur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l'acheteur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par l'acheteur fera l'objet d'un avenant conclu entre le l'acheteur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

18.2. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Selon les dispositions de l'article R2194-1 précité, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes :

- Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires,
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Tout changement lié au statut du titulaire ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

18. DÉFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'ARS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

19. RÉSILIATION DU MARCHÉ

20.1. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le représentant de l'acheteur peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au titulaire et dans les conditions de l'article 40 du CCAG-PI.

20.2. RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'ARS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 39 du CCAG-PI, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'ARS peut prononcer la résiliation du marché, si les dispositions de l'article 4.2 du CCTP ne sont pas respectées, sous réserve de la mise en demeure préalable, notifiée au titulaire, de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

20.3.RÉSILIATION POUR ÉVÈNEMENTS LIÉS AU MARCHÉ

Conformément à l'article 38 du CCAG PI, l'ARS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

20.4.EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'ARS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 27 du CCAG PI.

20. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher un accord amiable en cas de litige, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Lyon
184, rue Duguesclin
69003 LYON

21. DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du présent marché	Articles du CCAG PI
2	4.1
13.1	14
13.2	14